

SELON UN PROFESSEUR ET EXPERT EN RECYCLAGE,
UNE CHOSE EST SÛRE :

LA CONSIGNE N'EST PAS UNE SOLUTION

L'Europe se trouve face à un défi colossal : se transformer en une économie circulaire en l'espace de trois décennies. Les matières premières et vecteurs énergétiques fossiles étant profondément ancrés au sein de notre société, la transition représentera un lourd investissement dans un premier temps. Si nous voulons pouvoir exporter ensuite nos nouvelles idées, il sera essentiel, pour une grande partie du marché mondial, que le coût du modèle économique circulaire ne dépasse pas celui du modèle linéaire. Dès lors, il est important de définir avec soin à quoi seront destinés nos investissements publics.

L'une des étapes sur le chemin de la circularité consiste à remplacer les plastiques d'origine fossile par des alternatives composées de matières premières biologiques. Cela ne sera pas une mince affaire en ce qui concerne les emballages, qui représentent 40% du marché des plastiques d'origine fossile. En effet, le coût des bioplastiques demeure élevé et la capacité de production de ces bioplastiques est trop faible par rapport à la demande totale de plastiques d'emballage. En théorie, vu leur courte durée de vie, les emballages semblent être des candidats idéals au recyclage : une partie des besoins en polymères d'emballage pourraient

être satisfaits par ce biais. Bonne nouvelle : les innovations dans le domaine du recyclage mécanique semblent effectivement pouvoir offrir une alternative bon marché et écologique pour les applications non-food rigides telles que les flacons de savon et de lessive. Toutefois, ces flacons ne représentent qu'une partie du marché des plastiques d'emballage.

La consigne trop onéreuse

Deux autres flux d'emballages en plastique, à savoir les emballages rigides food & drink et les films simples, ne peuvent être rendus circulaires via un recyclage mécanique économique et peu énergivore. En ce qui concerne les applications food & drink, le problème est que des substances toxiques présentes dans les matières plastiques d'autres emballages peuvent se retrouver dans des emballages de boissons à la suite d'un recyclage mécanique en vrac. Par conséquent, le recyclage circulaire des emballages food & drink n'est possible que via des processus coûteux et peu performants, permettant de garantir l'absence de toute contamination croisée. Les systèmes de consigne sur les grandes bouteilles propres coûtent aux citoyens environ 4-6 € (temps et argent confondus) pour chaque euro de matières premières recyclées. C'est beaucoup, surtout lorsque l'on sait que pour devenir circulaire, l'Europe occidentale devra recycler quelque 1.000 € de matières premières supplémentaires sur base annuelle en plus de ce que nous faisons actuellement. Il est difficile d'imaginer que les citoyens déboursent



4.000 à 6.000 euros supplémentaires par an et par personne à cet effet. Un élargissement aux emballages plus petits ou sales rendrait le système de consigne encore moins réalisable d'un point de vue économique et le principe est si vieux qu'il n'y a plus grand-chose à attendre en termes d'innovation. Ce n'est pas en ayant recours à un tel système que nous parviendrons à convaincre le reste du monde de suivre notre exemple. Autre problème concernant les emballages food & drink : une partie d'entre eux sont abandonnés dans la nature en tant que déchets sauvages. Dès lors, la solution la plus séduisante pourrait être de supprimer progressivement les emballages food & drink en plastique ou, à tout le moins, de convaincre l'industrie d'introduire un traceur unique (et légalement protégé) permettant d'identifier les emballages food & drink au moyen de capteurs hyperspectraux modernes. Cette dernière solution serait possible d'un point de vue technique mais nécessiterait une large coopération. En guise d'alternative, une combinaison de papier et de carton, recouverte de minces films de biopolymères, pourrait être utilisée. Ce type d'emballage serait facile à collecter et recycler et si une petite partie de ces emballages se retrouvaient dans la nature en tant que déchets sauvages, les dommages seraient limités. Pour certains produits, il faudrait toutefois s'habituer à ne plus pouvoir voir à travers l'emballage.

Le Dr Peter Rem est professeur au sein du département Materials & Environment/ Resources & Recycling (TU Delft)

Colophon

Zoom paraît bimensuellement et est envoyé gratuitement.

Éditeur responsable: Dominique Michel, CEO Comeos asbl, Av. E. Van Nieuwenhuysse 8, 1160 Bruxelles – www.comeos.be

Rédaction: team Comeos **Production & mise en page:** Elima multimedia – www.elima.be

Partners for commerce and services:



worldline



attentia



ENGIE

comeos